

Octobre 2020

Rapport au Conseil de l'ACPPU

Depuis son dernier rapport par écrit au Conseil en avril 2020, le Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi (CLAPE) s'est réuni deux fois, en août et en octobre 2020. Nos travaux se sont concentrés sur le nombre alarmant de dossiers relatifs à la liberté académique partout au Canada dans le sillage de la COVID 19. Le Comité s'est penché sur au moins 15 dossiers à sa réunion du mois d'août et, à celle du mois d'octobre, sur l'affaire en cours à la Faculté de droit de l'Université de Toronto dont le Conseil discutera à cette assemblée. Ces affaires s'ajoutent à l'enquête en cours au Peter Wall Institute for Advanced Studies à l'Université de la Colombie-Britannique, et aux questions qui subsistent dans le dossier du professeur Derek Pyne à l'Université Thompson Rivers. Le Comité a discuté des raisons expliquant le nombre croissant de dossiers concernant la liberté académique : la perception de conflit entre les enjeux d'équité et la liberté académique en classe et sur les campus; la menace de l'implantation du financement fondé sur le rendement en science de laboratoire et en recherche autonome; l'érosion de la gouvernance collégiale et l'emprise croissante de l'administration dans le sillage de la COVID 19; l'impact de formes privées de technologies éducatives sur les droits à la vie privée et à la liberté académique des membres du corps professoral; et l'augmentation de la charge de travail et la rareté des ressources pour les membres du corps professoral tenus d'adopter d'urgence l'enseignement à distance.

Le Comité a dû modifier ses priorités en raison de la COVID 19. L'atelier sur la liberté académique est toujours en voie d'élaboration, tandis que notre examen des exigences en matière d'éthique de la recherche est sur pause. Nous travaillons avec des membres du Comité de l'équité à l'élaboration d'un guide explicatif en matière d'équité et de liberté académique qui sera distribué aux associations membres bientôt. De plus, le directeur général est en train de rédiger un guide d'interprétation des questions d'ordre juridique entourant les droits à la liberté académique destiné aux associations membres. Nous avons aussi approuvé la première ébauche d'un énoncé de principes sur les frais de sécurité entourant la venue de conférenciers sur les campus qui sera distribuée à d'autres comités pour examen.

Nous remercions nos collègues de l'American Association of University Professors pour leur apport et leur soutien constants.

Énoncés de principes/Clauses modèles Nouveaux documents

- Frais de sécurité entourant la venue de conférenciers sur les campus

Dossiers en cours

Le Comité a examiné les dossiers dont s'occupe actuellement le directeur général. Il en fera rapport à l'assemblée du Conseil.

Composition actuelle du Comité

Alison Hearn, présidente (Western), Sally Gunz (Waterloo), Lorelea Michaelis (Mount Allison), Michelle Weber (Brock), Kevin Kane (Alberta), Dennis Fitzpatrick (Regina), Alain Viau (Laval), Michael Arfken (UPEI), Kent Donlevy, observateur (Calgary), Hank Reichman (AAUP). Membres d'office : la présidente de l'ACPPU, Brenda Austin-Smith (Manitoba); le vice-président de l'ACPPU, Peter McInnis (St. Francis Xavier), et le directeur général de l'ACPPU, David Robinson.

Personnel de l'ACPPU affecté au comité

Justine de Jaegher (agente professionnelle) et Margaret McGovern-Poté (adjointe exécutive au directeur général) et Monique Cooke (adjointe administrative au directeur général) ont largement contribué à l'organisation et au suivi de nos délibérations et de la documentation connexe.

Le Comité remercie les membres du Conseil et nos collègues partout au pays pour leur travail de défense de notre liberté académique collective.

Présenté par

Alison Hearn, présidente